

Jeudi 10 septembre 2026

» PRESSE NATIONALE

Politique 

L'EXPRESSION
QUOTIDIENNE

FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS SÉCURITAIRES : ABIDJAN ET PARIS RENFORCENT LEUR COOPÉRATION

Le premier Sommet international sur l'espace s'est ouvert, ce mercredi 9 septembre 2026, à Paris. La Côte d'Ivoire y est représentée au plus haut niveau par Téné Birahima Ouattara, Vice-Premier Ministre, ministre de la Défense, mandaté par le Président de la République Alassane Ouattara. En marge de cette rencontre internationale, le ministre ivoirien de la Défense a eu un entretien avec Catherine Vautrin, ministre française des Armées et des Anciens Combattants. Une rencontre consacrée à la coopération militaire entre Abidjan et Paris, avec des avancées annoncées sur plusieurs dossiers jugés prioritaires. Au cœur des échanges, la formation et le renforcement des capacités opérationnelles des Forces armées de Côte d'Ivoire (Faci). Les deux parties ont convenu de poursuivre et d'intensifier les échanges dans ces domaines, tout en renforçant leur coordination face aux enjeux sécuritaires auxquels la sous-région est confrontée.

Fraternité Matin

DIPLOMATIE : ABIDJAN ET BERNE RÉAFFIRMENT LA SOLIDARITÉ DE LEUR COOPÉRATION

La Suisse a célébré sa fête nationale. La fête a été marquée par la Soirée Suisse organisée le 8 septembre, à l'ambassade de la Confédération suisse en Côte d'Ivoire. Habituellement célébrée le 1er août, cette fête a une nouvelle fois offert l'occasion à la communauté suisse, aux autorités ivoiriennes et aux partenaires de la Suisse en Côte d'Ivoire de se retrouver autour des valeurs et des liens qui unissent les deux pays. Représentant le gouvernement ivoirien, le ministre délégué, Adama Dosso, a salué la qualité des relations entre la Côte d'Ivoire et la Suisse. Il a notamment relevé l'attachement de la Confédération helvétique aux principes de démocratie, d'Etat de droit, de respect des droits humains et des libertés fondamentales ainsi que son engagement en faveur de la paix, du développement durable et du multilatéralisme. Le ministre délégué a également mis en avant la diversité des domaines de coopération entre les deux pays, notamment le commerce, l'investissement, la recherche scientifique, la santé, la formation, la culture et le développement durable.

Le PATRIOTE

RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE : VOICI LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Réunis hier autour du Président de la République, Alassane Ouattara, à l'occasion du Conseil des ministres, les membres du gouvernement ont planché sur cinq points, comprenant quatre mesures générales, déclinées en un projet de loi et d'ordonnance, et trois projets de décret, ainsi qu'une communication. Le porte-parole du gouvernement, le ministre de la Communication Amadou Coulibaly, a profité du compte rendu du conseil pour donner la position du gouvernement sur la révision de la liste électorale 2026. "Nous sommes en pleine refonte du système électoral. Evidemment, la loi électorale prévoit une révision de la liste électorale de façon annuelle. Mais à partir du moment où nous avons ce projet de refonte du système électoral avec notamment la dissolution de la Commission électorale indépendante, vous comprenez qu'il faut déjà remettre ces structures en place, pour voir quelle est celle qui sera chargée de la révision de la liste électorale. Les réflexions sont en cours et une fois que cela va aboutir, on saura exactement quel organe va conduire cette opération et à partir de ce moment, la révision aura lieu", a-t-il indiqué.

Dès son élection à la tête de la Côte d'Ivoire, le Président Alassane Ouattara, fort de son ambitieux programme de gouvernance et ses projets pour la société ivoirienne, initie des réformes qui donnent une senteur de modernité et d'adaptation à tous les domaines d'activité. Toutes choses qui concourent à la bonne marche de la Côte d'Ivoire. Pour un souci de résultats et d'efficacité, il valorise les ressources humaines à travers les renforcements des capacités et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs du public et du privé, le salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) est passé de 35 000 FCFA à 75 000 FCFA. Afin de rattraper le retard de développement enregistré depuis le décès de Félix Houphouët-Boigny, il dote l'ensemble du territoire d'infrastructures de qualité. Il électrifie ainsi les villages, approvisionne ceux-ci ainsi en eau potable. La paix, la sécurité... restaurée renforce le vivre-ensemble. Les citoyens du monde et les investisseurs étrangers affluent en Côte d'Ivoire à la recherche du mieux-être et de la rentabilité de leurs affaires. Tout ceci est rendu possible du fait du climat de paix et des réformes ayant amélioré le climat des affaires.

Economie 

LE MANDAT
L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE/ MOBILISATION DE RESSOURCES FINANCIÈRES : LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ÉTEND SON CHAMP D'ACTION

Le Conseil des ministres tenu hier 9 septembre, sous la présidence du Chef de l'Etat Alassane Ouattara au Palais de la Présidence de la République, avait cinq (5) points à l'ordre du jour, dont une loi modifiant la loi du 13 juin 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI), et le projet de loi de ratification y afférent. Lors de la conférence de presse d'après Conseil, le porte-parole du Gouvernement, Amadou Coulibaly, a donné quelques détails sur cette mesure. « Cette ordonnance modificative réorganise le dispositif actuel de la CDC-CI de façon à consolider et à étendre ses moyens opérationnels, nécessaires à l'accomplissement de sa mission de mobilisation de ressources financières additionnelles au profit de l'Etat, pour le financement de l'économie nationale », a expliqué Amadou Coulibaly.

Le nouveau Réveil
LE JOURNAL DE CHOIX DES IVOIRIENS

HYDROCARBURES : L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE IVOIRIENNE DISTINGUÉE À PARIS

A l'occasion de son centenaire, SLB (anciennement appelée Schlumberger), entreprise mondiale de technologie et de services énergétiques, a décerné à la Côte d'Ivoire une distinction saluant son leadership technologique dans le secteur pétrolier et gazier. Une reconnaissance portée par la dynamique de l'offshore ivoirien, et notamment par les découvertes des champs Baleine et Calao. La distinction, décernée le 07 septembre 2026, met en avant la capacité du pays à créer les conditions d'attractivité nécessaires au développement de ses ressources. « Aujourd'hui, c'est un grand honneur de mettre en avant ce qui se passe en Côte d'Ivoire. », a souligné Ndubuisi Maduemezia, président Europe et Africa de SLB. Derrière ce prix, se lit la nouvelle trajectoire de l'industrie pétrolière et gazière ivoirienne impulsée par Sangafowa-Coulibaly, sous le leadership du Président Alassane Ouattara. Ce prix spécial a été réceptionné au nom du ministre Sangafowa-Coulibaly, par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, SEM Maurice Kouakou Bandaman.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : LA CÔTE D'IVOIRE VISE 46,3 % D'ÉNERGIES RENOUVELABLES D'ICI 2030

La 2e édition du salon international de l'énergie, de l'électricité, du solaire, de l'environnement et des technologies, dénommé "Côte d'Ivoire Power & Electricity Expo", s'est ouverte, mardi 8 septembre 2026. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Gustave Aboua, directeur général du Développement durable et de la transition écologique au ministère de l'Environnement, du développement durable et de la transition écologique, représentant le ministre de tutelle. À cette occasion, Gustave Aboua a réaffirmé l'engagement de la Côte d'Ivoire en faveur de la transition énergétique, présentée comme l'un des piliers du Plan national de développement (Pnd) 2026-2030. Selon le représentant du ministère de l'Environnement, la Côte d'Ivoire ambitionne de porter la part des énergies renouvelables à 46,3 % du mix énergétique à l'horizon 2030. Cette stratégie repose notamment sur l'amélioration de l'accès à une énergie abordable, le développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la diversification du parc automobile, avec une place accrue pour les véhicules électriques et les transports de masse.

MARCHÉ CARBONE : LA CÔTE D'IVOIRE PEAUFINE SA PROCÉDURE NATIONALE

La Côte d'Ivoire veut se doter d'une procédure nationale de validation et d'enregistrement des initiatives d'insetting. Les parties prenantes au projet du Marché carbone en Côte d'Ivoire prennent part, à cet effet, à un atelier national de consultation les 8 et 9 septembre, dans un hôtel aux 2 Plateaux. Initiée par le Bureau national du Marché carbone, la rencontre a pour objectif de permettre aux participants de partager leurs expériences et recommandations pour l'élaboration d'une procédure nationale de validation et d'enregistrement des initiatives d'insetting. A la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique était représenté par la directrice du Marché carbone en Côte d'Ivoire, Rachel Bo-ti-Douayoua. Elle a salué cette initiative qui permettra d'harmoniser les pratiques, de sécuriser les investissements privés, de renforcer la transparence et la traçabilité des actions, et d'assurer une cohérence avec les engagements de la Côte d'Ivoire dans sa contribution déterminée au niveau international.

RELANCE DE LA FILIÈRE COTON : LE CCAK ET SES PARTENAIRES TECHNIQUES UNISSENT LEURS EXPERTISES

Dans le cadre de la relance de la filière coton ivoirienne, le Conseil Coton Anacarde Karité (CCAK) organise, du 7 au 12 septembre 2026, en collaboration avec le Centre national de recherche agronomique (CNRA) et le Centre de coopération internationale pour le développement (CIRAD), un atelier pluridisciplinaire de proposition et de validation des activités de recherche visant à améliorer la compétitivité, la productivité et la durabilité de la filière coton ivoirienne. Cette filière connaît, depuis plusieurs années, de nombreuses contraintes structurelles qui affectent durablement ses performances, tant en quantité qu'en qualité. Toute chose qui contribue à accentuer les difficultés rencontrées par les producteurs. Pour Mamadou Doumbia, directeur des délégations régionales, ce diagnostic met en évidence une tendance globalement défavorable de la production cotonnière et souligne la nécessité d'apporter des réponses adaptées pour améliorer la compétitivité de la filière tant sur le plan environnemental, économique que social.

SANTÉ PUBLIQUE / LE PRÉSIDENT ALASSANE OUATTARA RÉUSSIT UN GRAND COUP : LES MÉDICAMENTS, LES POCHES DE SANG ..., BIENTÔT DISTRIBUÉS PAR DRONES

La Côte d'Ivoire est en train d'écrire une nouvelle page de son système de santé. Des drones vont livrer des produits médicaux essentiels dans les zones les plus reculées du pays. Le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a annoncé, hier mercredi 9 septembre 2026, en Conseil des ministres que le gouvernement a adopté une communication relative au contrat de partenariat pour l'exploitation de dix centres de stockage et de distribution de produits de Kouto. La deuxième phase prévoit l'extension du projet à six centres. Le projet bénéficie de l'appui du gouvernement américain à travers un don en vue d'assurer l'approvisionnement régulier et sécurisé des établissements de l'Indénié-Djuablin, du Gbêkê, du Kabadougou, du Bélier et du Gontougou. La première phase, prévue sur 27 mois, comprend l'ouverture du Centre pilote de Daloa ainsi que des sites de Biankouma, de San Pedro. Cette convention, signée en décembre 2025, porte sur la construction et la mise en place d'infrastructures ainsi que d'un financement de l'État.

SANTÉ / CMU, DIGITALISATION, RESSOURCES HUMAINES : LA CÔTE D'IVOIRE ET LA BANQUE MONDIALE RELANÇENT LEUR PARTENARIAT

Les réformes engagées par le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture Maladie Universelle, pour un système de santé plus accessible et performant, connaîtront un coup d'accélérateur. C'est la volonté qu'a affichée le ministre ivoirien de la Santé Pierre Dimba et le nouveau directeur sectoriel Santé, Nutrition et Population de la Banque mondiale, Driss Zine Eddine, lors d'une rencontre tenue le mardi 8 septembre dernier à Abidjan. Les deux parties ont réitéré leur volonté de consolider leur partenariat. Les discussions ont porté sur la nécessité d'accélérer sa mise en œuvre, notamment en faveur des populations du secteur informel, afin de garantir une protection sociale en santé et un accès équitable aux soins pour tous. La modernisation du système sanitaire et la digitalisation ont été identifiées comme des leviers majeurs pour améliorer la gestion des données, la coordination des soins et la performance globale des établissements de santé.

ÉDUCATION : DES INVESTISSEMENTS SOUTENUS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS ET LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE

À quelques jours de la rentrée scolaire 2026-2027, prévue le lundi 14 septembre, le système éducatif ivoirien aborde une nouvelle année portée par la poursuite des investissements de l'État dans les infrastructures, les équipements et les ressources humaines. Des efforts qui visent à rapprocher l'école des populations, améliorer les conditions d'apprentissage et renforcer la qualité de l'encadrement. Sur le volet des infrastructures, le programme DEFI 3 a permis la réalisation de 47 collèges de proximité, tandis que le Programme de Renforcement du Système éducatif de Base (PRSEB) a contribué à la construction de 3 000 salles de classe au primaire et de 51 collèges de proximité. À ces réalisations s'ajoutent 386 salles de classe au pré-primaire, 79 collèges de proximité à base 4 et 14 lycées et collèges d'excellence dotés d'internats pour jeunes filles. Ces infrastructures contribuent notamment à réduire les distances parcourues par les élèves, particulièrement en milieu rural, et à faciliter la poursuite de leur scolarité à proximité des familles. (Source : CICG)

PA-PSGOUV: PLUS DE 16 000 JEUNES EN STAGE ET DES MILLIERS DE PRODUCTEURS SOUTENUS

Agriculture, autonomisation des femmes, pisciculture, aviculture et insertion professionnelle : le Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement (PA-PSGouv) multiplie les interventions en faveur de l'autonomisation économique des populations. À fin juin 2026, plus de 16 000 jeunes avaient été placés en stage et 3 258 producteurs accompagnés en intrants et petits équipements. L'amélioration des revenus et l'accès à l'emploi constituent des axes majeurs du projet. Dans le secteur agricole, 3 258 producteurs, dont 1 056 femmes, ont reçu des kits d'intrants et de petits équipements, dépassant l'objectif initial de 1 375 bénéficiaires. Les cultures maraîchères couvrent désormais 1 762 hectares, pour une production cumulée de 32 949 tonnes. Dans la filière manioc, 18 919 hectares ont été mis en culture pour une production de 454 040 tonnes. (Source : CICG)

MODERNISATION DE L'ÉTAT CIVIL ET DE L'IDENTIFICATION / AGO CHRISTIAN KODIA, DG DE L'ONECI : « L'IDENTITÉ DEVIENT UNE INFRASTRUCTURE ESSENTIELLE DU DÉVELOPPEMENT »

Digitalisation des faits d'état civil, Registre national des personnes physiques (Rnpp), Numéro national d'identification (Nni), biométrie, sécurisation des documents, interopérabilité et développement de nouveaux services... La Côte d'Ivoire poursuit une transformation profonde de son système d'état civil et d'identification. Le directeur général de l'Office national de l'état civil et de l'identification (Oneci), Ago Christian Kodja, explique les réformes engagées, leur impact pour les populations et donne les perspectives. A l'en croire, « l'identité devient une infrastructure essentielle du développement ».

CONTRÔLE TECHNIQUE AUTOMOBILE : LES AGENTS DE LA DGTTT BIENTÔT

Dans la dynamique des réformes opérées dans le secteur du transport terrestre, Oumar Sacko, directeur général des Transports terrestres et de la circulation (DGTTC), a annoncé, le mercredi 9 septembre 2026, à Abidjan- Plateau, qu'à partir du jeudi 1er octobre 2026, des agents de la DGTTC seront physiquement présents sur tous les sites de contrôle technique du pays. Selon une note du ministère des Transports et des Affaires maritimes, dont nous avons reçu copie, Oumar Sacko a, en présence de l'ensemble des opérateurs agréés du contrôle technique, dont la Société ivoirienne de contrôle techniques automobiles et industriels Sicta, ainsi que du principal fournisseur Ats, chargé de fabriquer le nouveau produit à apposer sur les véhicules à l'issue de la visite technique, a été on ne peut plus ferme.

BAFING / PROJET POPOTE FAMILIALE : 55 BÉNÉFICIAIRES FORMÉS ET DOTÉS EN KITS ALIMENTAIRES

Les 55 bénéficiaires du projet « Popote familiale » dans la région du Bafing ont reçu leurs kits alimentaires du mois de septembre. La remise de ces kits a eu lieu le mardi 8 et mercredi 9 septembre 2026, dans les trois chefs-lieux de département de la région, à savoir Toubia, Ouaninou et Koro. Elle a été effectuée par Adama Koné, directeur régional de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, en présence des membres du corps préfectoral et des autorités administratives. Cette initiative du gouvernement, mise en œuvre par le ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, vise à soutenir les populations vulnérables.



VU SUR LE NET

Politique

RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE : LE GOUVERNEMENT ATTEND LA MISE EN PLACE DU NOUVEL ORGANE ÉLECTORAL

La révision de la liste électorale devra encore attendre la mise en place du nouveau dispositif de gestion des élections en Côte d'Ivoire. C'est ce qu'a indiqué le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, au terme du Conseil des ministres tenu ce mercredi 9 septembre 2026 au Palais de la Présidence de la République à Abidjan-Plateau, sous la présidence du chef de l'État, Alassane Ouattara. Interrogé sur le calendrier de la révision de la liste électorale, le ministre de la Communication a rappelé que la législation électorale prévoit normalement une révision annuelle. Toutefois, cette opération est actuellement liée au processus de réforme du système électoral engagé par le gouvernement.

Economie

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX : « IL Y A BEAUCOUP DE CHANCES QUE NOUS AYONS REMPLI TOUTES LES CONDITIONNALITÉS DEMANDÉES PAR LE GAFI » (MINISTRE)

Placée sur la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI), la Côte d'Ivoire travaille à remplir toutes les conditionnalités demandées en vue d'en sortir. Cette information a été livrée, ce mercredi 09 septembre 2026, au palais de la Présidence de la République à Abidjan-Plateau, lors du compte rendu du Conseil des ministres tenu sous la présidence de S.E.M. Alassane Ouattara. Dans la Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT), le gouvernement ivoirien met en effet un point d'honneur à assainir et sécuriser les systèmes financiers de la Côte d'Ivoire. La satisfaction d'un ensemble de conditionnalités édictées par le GAFI est cependant nécessaire pour permettre au pays de sortir de cette liste grise. « Nous nous sommes mis à la tâche, et il y a beaucoup de chances que nous ayons rempli toutes les conditions. Mais nous attendons les dernières évaluations », a expliqué Amadou Coulibaly, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement. (Source : CICG)

Le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique, Abou Bamba, a procédé à l'ouverture officielle de l'atelier international de renforcement des capacités des négociatrices et négociateurs francophones sur les changements climatiques, le mardi 8 septembre 2026, à l'Auditorium de la Primature, à Abidjan. Organisé du 8 au 11 septembre 2026, cet atelier, en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), à travers l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), vise à mieux préparer les délégations francophones aux prochaines échéances de la diplomatie climatique et, particulièrement, à la COP31, qui se tiendra du 9 au 20 novembre 2026 à Antalya, en Turquie. Cette initiative intervient dans un contexte marqué par l'accélération des impacts du changement climatique. Selon les données internationales présentées, 2025 s'est classée au troisième rang des années les plus chaudes jamais enregistrées, avec une température moyenne mondiale supérieure d'environ 1,43 °C à celle de l'ère préindustrielle. (Source : CICG)

Société 

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE : LE GOUVERNEMENT RENFORCE LA COORDINATION DES SERVICES PUBLICS NUMÉRIQUES

Le ministre de la Transition numérique et de l'Innovation technologique, Djibril Ouattara, a appelé à une meilleure coordination des initiatives numériques de l'État, à l'occasion de la clôture, le vendredi 4 septembre 2026 à Abidjan, de l'atelier national de priorisation des services publics numériques. Organisé sur deux jours, cet atelier a permis d'examiner 140 services publics sur les 620 recensés auprès des ministères et institutions. Selon le directeur général de la Société nationale de développement informatique (SNDI), Nongolougo Soro, 59 services à fort impact ont été retenus comme prioritaires. Dix « quick wins » devraient également être mis en œuvre d'ici à fin 2026, notamment l'authentification des diplômes, la preuve de vie numérique des retraités, le dossier patient informatisé et la boîte postale numérique. (Source : CICG)



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE
À PORTÉE DE CLIC !

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.

